

# Etat espagnol (élections) - L'hypothèse andalouse : une alternative au désenchantement

dimanche 3 avril 2022, par [Marcos David G.](#) (Date de rédaction antérieure : 2 avril 2022).

## Sommaire

- [Des négociations tumultueuses](#)
- [Pénalise-t-elle la séparation](#)
- [La voie propre d'Adelante \(...\)](#)
- [Réactiver l'espoir, disputer](#)

Les élections en Andalousie n'ont toujours pas de date précise, mais on commence à en pressentir une. Le schisme au sein du Partido Popular et la défenestration de Pablo Casado après les résultats des élections de Castilla y León avaient refroidi le désir d'avancer les élections que Moreno Bonilla jugeait depuis des mois.

Cependant, les dernières déclarations du porte-parole parlementaire du PP andalou, José Antonio Nieto, assurant que « la législature est épuisée », ont à nouveau suscité des rumeurs de date anticipée [1]. Plus précisément, le PP envisage actuellement les 12 ou 26 juin comme dates probables. Parmi les facteurs qui motiveraient cette option pour le président andalou d'appuyer sur le bouton d'appel, il y aurait la volonté de profiter de l'élan du congrès du PP qui s'est tenu à Séville, en évitant les conséquences du gouvernement conjoint du PP et de Vox en Castilla y León, qui pourrait détériorer davantage l'image modérée que Moreno Bonilla a essayé de se tailler tout au long de la législature.

## Des négociations tumultueuses dans la gauche andalouse

Dans ce contexte, au cours de la dernière semaine de mars, une photographie a été rendue publique, montrant des représentants d'Izquierda Unida, de Podemos et de Más País [Errejón] en Andalousie, entre autres. Cette image avait pour but d'évoquer un accord de principe pour former une candidature qui réunirait les sigles de ces partis sur un bulletin de vote commun.

Le pacte n'a pas encore été finalisé. De plus, il semble avoir été pris en tenaille. Les tensions entre IU et Unidas Podemos (UP) sur la question de savoir qui serait la tête de liste, ou les différences sur le type de candidature nécessaire, soulignées par Más País, font que le principe de l'accord est né avec de sérieuses difficultés. Dans le conflit interne entre IU et UP au sujet du candidat, Podemos a l'intention de placer Juan Antonio Delgado (membre de la Guardia Civil et élu au Congrès). Izquierda Unida, pour sa part, revendique un poids prépondérant dans la candidature, corrélatif à une plus grande réalité territoriale en Andalousie. Cependant, la proposition sur la table - son propre coordinateur, Toni Valero - n'est pas exactement connue du grand public, ni suscite un enthousiasme particulier parmi la population de gauche dans son ensemble.

Pour sa part, Más País a pris moins de deux heures après la publication de la nouvelle pour démentir publiquement qu'un accord avait été conclu. Précisément, dans leur profil, ils insistent particulièrement sur le fait que c'est « une candidature indépendante » qui dirigera l'espace. Le visage visible de Más País au niveau de l'État, Íñigo Errejón, a évité de se prononcer sur cet accord, bien qu'il ne soit pas difficile de lire entre les lignes de ses déclarations et d'imaginer ses réserves. Íñigo est conscient du fardeau que représenterait sa soupe d'acronymes tant critiquée sans une action énergique pour élargir les marges de la proposition. Si au niveau national il l'attend de la figure de Yolanda Díaz, au niveau andalou ce stimulus n'existe pas sans se débarrasser de la logique d'appareil à laquelle Izquierda Unida et Unidas Podemos ne semblent pas vouloir renoncer.

Adelante Andalucía, dont les assemblées territoriales ont décidé en février d'opter pour la reconstruction d'un espace andalou avec un ancrage territorial, autonome par rapport au centralisme de Madrid et détaché des hypothèses possibles dérivées de sa présence dans le gouvernement central, a déjà annoncé une voie propre.

« Nous avons besoin que l'Andalousie ait sa propre voix. Nous n'allons pas attendre plus longtemps », a assuré Teresa Rodríguez lors d'un événement organisé le 28 février (Journée de l'Andalousie) au cours duquel il était entouré de références culturelles et politiques de la troisième vague de l'andalousisme telles que Califato <sup>3</sup>/<sub>4</sub>, l'écrivain Antonio Manuel, la chanteuse Carmen Xía et M<sup>a</sup> Jesús Naranjo Infante, petite-fille de Blas Infante.

### **Pénalise-t-elle la séparation ou empêche-t-elle la fuite des désenchantés ?**

A ce stade, il convient de se demander si la principale pierre d'achoppement pour la gauche en Andalousie est le nombre de bulletins de vote, ou si la racine du problème se trouve ailleurs. Et dans ce dernier cas, si pour débloquer cette situation, il faut un changement de cap, un espace différent et une stratégie différente qui maintienne son autonomie face à l'érosion et à la subordination de Unidas Podemos au PSOE.

Examinons d'abord les chiffres et les raisons avancés par ceux qui poussent à l'unité obligatoire comme un baume. En ce qui concerne les chiffres, il ne semble pas qu'une conclusion fermée puisse être tirée. Alors que Podemos affirme gérer des études indiquant une perte de 5 à 7 sièges dans le cas où il se rendrait aux urnes séparément, d'autres sondages indiquent que, même dans le scénario d'efficacité maximale d'une coalition entre Adelante Andalucía, Unidas Podemos et Andaluces Levantaos, l'aiguille ne bougerait guère plus de 1 à 2 sièges dans les provinces décisives.

En effet, malgré le fait que le système électoral andalou soit basé sur des circonscriptions provinciales et que cela favorise a priori la concentration des votes, certaines analyses comparatives soulignent que les chiffres des élections précédentes ne permettent pas d'identifier le facteur des candidatures unies ou séparées comme un élément clé de la représentativité de la gauche. De plus, on parle d'une possibilité - déjà démontrée lors des élections précédentes - du paradoxe d'ajouter plus de voix avec des candidatures divisées. Ce phénomène, que la droite a obtenu en optimisant la représentation de ses trois forces distinctes (PP, C's et Vox), se produit lorsque les électeurs désenchantés par la force hégémonique de leur bloc sont activés par des options différentes au lieu de rester démobilisés.

Ce scénario pourrait gagner en force en Andalousie, l'acronyme UP-IU représentant de moins en moins la diversité, le dynamisme et l'élan qui ont conduit à l'élargissement de l'espace transformateur en 2015.

## La voie propre d'Adelante et l'hypothèse andalouse

Pour surmonter une politique de clôtures déjà fermées qui se rétrécissent élection après élection, il faut une autre stratégie que celle qui consiste à se positionner comme le moindre mal face à l'épouvantail de l'extrême-droite. C'est là que l'arithmétique ne fonctionne pas, et que le processus forcé d'assemblage des acronymes ne suffit pas à surmonter les espaces sclérosés. En politique, il arrive que  $2 + 2$  deviennent 3 en raison du phénomène du nez bouché. Et c'est précisément l'un des slogans qui sous-tend la stratégie différenciée d'Adelante Andalucía pour maintenir sa propre voie pour les prochaines élections : « l'apathie ne doit laisser personne à la maison ».

Mais il y aurait au moins deux ingrédients supplémentaires dans l'hypothèse. La première a trait à une composante andalouse qui revendique l'autoréférence du sujet politique et sa souveraineté. L'élément andalou, qui est essentiel pour comprendre l'engagement de Teresa Rodríguez dans le nouveau cycle, est renforcé par les forces renouvelées de ce que l'on a appelé la troisième vague d'andalousie, actualisée par ce que Jesús Jurado a appelé la « génération mollete ».

Cet élément a été provoqué par les coutures du déséquilibre territorial qui se manifeste dans d'autres régions d'Espagne. Tout au long des dernières élections, l'autre phénomène croissant qui s'est exprimé en votes, avec l'extrême droite, a été lié à des propositions qui mettent l'accent sur les problèmes spécifiques du territoire. Les recettes politiques qui ont cherché à obtenir de Madrid une transposition de type import/export ont subi une érosion importante. Malgré leur hétérogénéité, qui rend difficile de voir un projet politique clair derrière eux, l'émergence de forces telles que Teruel Existe, Soria Ya ou le renforcement d'autres forces existantes comme le BNG [Galice] coïncident pour indiquer la priorisation des problèmes de chaque territoire et canaliser un sentiment d'abandon, surtout dans les zones qui présentent les pires chiffres de chômage, d'émigration et de précarité.

L'Andalousie répond à ces paramètres et l'Andalousie est la traduction politique qu'Adelante propose pour stimuler et élargir l'espace politique au-delà des projets fermés. Il cherche ainsi à renouer avec les doléances sociales et quotidiennes en proposant une sortie de l'impasse dans laquelle se trouve la gauche andalouse depuis 2018.

## Réactiver l'espoir, disputer la colère

La deuxième composante de l'hypothèse est liée à une vague croissante de malaise, de douleur et de désaffection motivée par une situation politique qui a été liée à plusieurs crises majeures. Ce magma de mécontentement est utilisé par la droite et l'extrême droite de manière opportuniste et exploité pour attaquer le gouvernement central. Or, ses conséquences exacerbent une réelle dégradation des conditions de vie de la classe ouvrière (hausse des prix des fournitures ou des loyers, pénurie de matières premières, etc.) et ses causes trouvent leurs racines au-delà de la guerre en Ukraine (dépendance énergétique aux énergies fossiles, faiblesse de la chaîne de valeur du capitalisme hispanique, crise générale du taux de profit, etc.) Ce phénomène d'anxiété généralisée, ainsi que la tiédeur et l'inadéquation des politiques promues par l'exécutif, alimentent un sentiment croissant qui identifie le gouvernement central comme faisant partie du problème et non de la solution. En ce sens, Adelante Andalucía cherche à offrir « une alternative de gauche à ceux qui sont en colère ou déçus par les politiques de Sánchez ».

Offrir cet espace semble difficile à concilier avec une présence au sein du gouvernement. Et si cette situation de crise affecte la crédibilité de l'exécutif dans son ensemble, elle n'affecte pas ses parties de la même manière. Le petit poisson souffre plus que le gros, et le PSOE le sait.

Lorsque l'accord de principe entre Unidas Podemos, Izquierda Unida et Más País Andalucía a été rendu public, quelque chose d'inhabituel s'est produit. Le candidat socialiste Juan Espadas a publiquement exprimé sa satisfaction. Le geste avait un soupçon de désespoir et une bonne dose de fléchette empoisonnée. Avec les résultats en Castille et León, le PSOE a misé sur la mobilisation de son électorat contre Vox. Avec un candidat faible et un PSOE qui continue à être affecté par ses 40 ans à la tête de la Junta, il cherche à activer modérément sa gauche.

Le PSOE est à l'aise dans le cadre du bloc gauche-droite car il ne perd jamais complètement. Si elle gagne avec un partenaire minoritaire, elle le soumet à sa logique et le place dans un espace limité. S'il perd, il assure son leadership dans l'opposition sur cet axe. Ainsi, la peur de l'extrême droite est comprise par le PSOE comme un élément mobilisateur de l'électorat de gauche. Et si cela est en partie vrai, les forces de gauche n'en profitent pas de la même manière : lorsque le PSOE offre une utilité, le partenaire minoritaire apporte peu à table.

Cette hypothèse, qui en termes électoraux était en fait ce que Gabilondo et Iglesias ont tenté à Madrid, était loin de fonctionner. Lors de ces élections, c'est précisément un cadre différent qui a sauvé les meubles de la gauche avec la consolidation et la croissance de Más Madrid. Son hypothèse de « ne pas donner l'épopée » à la droite a fonctionné sur une voie discursive autonome : l'accent ne doit pas être mis sur la peur, mais sur l'espoir dans la vie quotidienne (« ce qui compte vraiment »).

En somme, on pourrait dire que le débat sur l'unité de la gauche imposée comme un décret est l'argument symétrique de l'arrivée de l'ultra-droite : il installe la peur comme opérateur politique. Or, la peur ne mobilise pas, mais paralyse. Il remplace l'horizon souhaitable par un conformisme possible. En outre, ce chantage est tellement élastique qu'il permet toujours à quelqu'un de plus à droite de déplacer le centre à travers lequel s'articule cette unité (unité avec UP pour arrêter le PP, Ciudadanos et Vox ; unité avec le PSOE pour arrêter le PP et Vox ; unité des démocrates contre Vox ; unité de tous contre le transfuguisme, etc.)

Le gouvernement central se déplace dans ces coordonnées parce que pour le PSOE, c'est un mal acceptable, mais pour sa gauche, c'est un terrain vague. S'il est nécessaire de dire très clairement que l'extrême droite ne pourra pas gouverner par tous les moyens, l'axe de différenciation d'un projet ne peut se limiter à « ne pas être l'autre ».

C'est le défi d'Adelante, non seulement pour les prochaines élections andalouses, mais aussi pour sa consolidation en tant qu'espace et outil utile pour les majorités sociales en Andalousie. Ce défi exige de prendre en charge les douleurs sociales croissantes en réactivant l'andalou et le quotidien comme axes de réarticulation d'une force qui transcende la complaisance et devient un territoire, transformant une nouvelle stratégie pour la gauche andalouse en une stratégie hégémonique.

Parce qu'il est possible qu'aux prochaines élections, 2 + 2 deviennent 3 ou 3,5. Mais sans un changement de stratégie, la prochaine fois, ce sera 2 et les dégâts pourraient être irréparables. Et ce changement de stratégie, qui peut être inconfortable pour certains appareils, doit se faire maintenant, sans attendre la tutelle ou la permission.

**David G. Marcos**

---

**P.-S.**

- Source : Viento sur 2 ABRIL 202 :

<https://vientosur.info/la-hipotesis-andalucista-una-alternativa-al-desencanto/>

- David G. Marcos est militant des Anticapitalistas.

---

## Notes

[1] VUELVE EL RUNRÚN DEL ADELANTO

[https://www.elconfidencial.com/espana/andalucia/2022-03-31/gobierno-andaluz-negar-elecciones-junio\\_3400808/](https://www.elconfidencial.com/espana/andalucia/2022-03-31/gobierno-andaluz-negar-elecciones-junio_3400808/)